

DECLARATION SUR L'HONNEUR

Je soussigne : CHATE Mohamed

Titulaire de la CIN : B. 348421

Matricule RAM : 9588

Adresse domicile : ZIRI BALOU ATIA IMMA Apt 13 La Vilette casa

Déclare sur l'honneur et en toute connaissance de cause que mon conjoint :

Mme ou Mr : L. AHROUSSI RABIA

Titulaire de la CIN : BE202486

Ne dispose d'aucun revenu salarial ou professionnel assujetti à l'impôt sur les revenus ou l'impôt sur les sociétés au titre de l'année fiscale 2019.

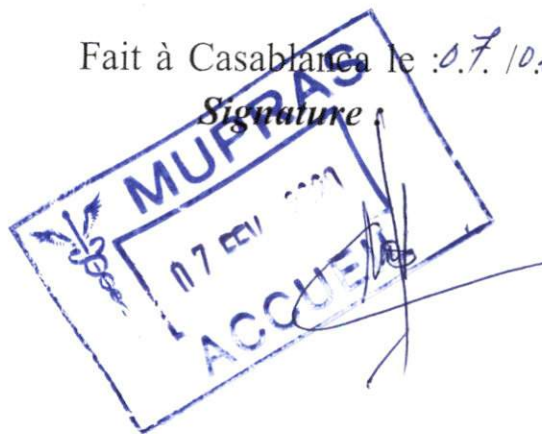
Je déclare qu'à ma connaissance, toutes les informations que j'ai fournies sont correctes et complètes. Je suis informé(e) que toute fausse déclaration pourra entraîner la suspension de mon droit à la couverture MUPRAS avec l'obligation de restitution des remboursements indument perçus, conformément au règlement intérieur « **ARTICLE 4 et 6** ».

Je m'engage à avertir les services de la Mupras de tout changement de la situation professionnelle de mon conjoint.

La présente déclaration est faite suite à la demande de la MUPRAS (Mutuelle de Prévoyance & d'Actions Sociales de Royal Air Maroc) pour servir et faire valoir ce que de droit.

Fait à Casablanca le : 07/02/2020

Signature :



ROYAUME DU MAROC
CARTES NATIONALES D'IDENTITE

المملكة المغربية
البطاقة الوطنية للتعريف

MOHAMED
CHYATE

16.08.1956

الملك محمد السادس
بسم الله الرحمن الرحيم
HAY MOHAMMADI HAY MOHAMMAD ABASSENA

Valable jusqu'au 27.04.2021


صالحه الى غاية

المدبر العام للأمن الوطني

الشرفي المبرور

MB

B348421



الجمهورية المغربية
royaume maroc

CARTE DE RETRAITE

CHYATE
MOHAMMED

Matricule: 0009588



N° B348121 رقم Valable jusqu'au 27.04.2021 صالحة الى غاية
ابن عبد القادر بن علي
و عائشة بنت محمد
Fils de ABDELKADER ben ALI
et de AICHABENT MOHAMED
العنوان خليل 3 زائفة زيري بن عطية رقم 13 لاقبيلت الدار البيضاء
Adresse: KHASSIL 3 RUE ZIRI BNOU ATIA NO 13 LA VILLETTE CASABLANCA
N° état civil 2129/W/1956 رقم الحالة المدنية Sexe M الجنس



Conjoint(s):
LAHROUSSI RABIAA

Cette carte est la propriété de Royal Air Maroc. Elle est strictement personnelle
et non cessible. Toute utilisation abusive est passible de sanctions disciplinaires

